



49761

**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---



Distr.:

LIMITÉE

E/ECA/OAU/TRADE/Exp/2(ii)  
25 janvier 1983

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion extraordinaire du groupe d'experts  
gouvernementaux précédant la Conférence  
des ministres africains du commerce  
préparatoire à la sixième session de  
la CNUCED

18-23 février 1983, Libreville (Gabon)

ii) PRODUITS DE BASE

## ii) PRODUITS DE BASE

Evolution de la situation depuis la cinquième session de la CNUCED

A la cinquième session de la CNUCED un certain nombre de résolutions et de mesures relatives aux produits de base ont été adoptées dont les plus importantes sont les suivantes :

- Résolution 124 (V) : Programme intégré pour les produits de base;
- Résolution 125 (V) : Facilité complémentaire pour compenser les déficits des recettes tirées de l'exportation des produits de base;
- Résolution 105 (V) : Commerce international des produits alimentaires.

La résolution 124 (V) relative au programme intégré des produits de base comprend fondamentalement trois parties : le Fonds commun qui est essentiellement l'organe financier de ce programme; l'action concernant différents produits de base, notamment la négociation et la conclusion d'accords ou d'arrangements internationaux de produits et leur association au Fonds commun; et les autres mesures comprises dans le programme intégré pour les produits de base, notamment la transformation, la commercialisation et la distribution, la recherche et le développement, la promotion commerciale ainsi que la diversification horizontale.

Au nombre des progrès enregistrés depuis la cinquième session de la CNUCED au titre de la résolution (124 (V), il faut mentionner la conclusion d'un accord relatif au Fonds commun qui, même s'il ne correspond pas tout à fait aux propositions initiales contenues dans la résolution 93(IV), a néanmoins permis de faire un pas en avant et qui comportait divers éléments pouvant se révéler utiles 1/. La signature et la ratification de cet accord ont pris beaucoup plus de temps que prévu.

Les négociations de certains accords ou arrangements internationaux de produits, engagées simultanément, ont été lentes. Bien que les négociations concernant les dix-huit produits de base aient été entreprises entre 1976 et 1980, seul un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel a été conclu au titre du programme intégré pour les produits de base 2/.

S'agissant des autres mesures consignées dans la résolution sur le programme intégré, notamment la transformation et le développement des produits en vue de promouvoir l'industrialisation et d'accroître les recettes tirées de l'exportation des pays en développement, la commercialisation et la distribution, la

---

1/ E/ECA/OU/TRADE/Exp/3 : Perspectives pour la région africaine découlant de la mise en oeuvre de l'accord relatif au Fonds commun.

2/ Idem p. 16.

recherche et le développement, la promotion commerciale et la diversification horizontale, les progrès réalisés ont été plutôt faibles. Cela peut en partie être imputé à la lenteur des négociations sur l'accord relatif au Fonds commun et, par la suite, à sa ratification qui n'a pas encore abouti.

Pour ce qui est de la résolution 125(V) relative à la facilité complémentaire pour compenser les déficits des recettes tirées de l'exportation de produits de base, le Secrétaire général de la CNUCED, en consultation avec le Fonds monétaire international, a été prié de préparer une étude détaillée sur le fonctionnement d'un mécanisme complémentaire qui viendrait s'ajouter à celui du FMI et aux autres mesures envisagées dans le cadre du programme intégré.

Une action a été entreprise pour la mise en oeuvre de la résolution 125(V). Par exemple, le secrétariat de la CNUCED a mené une étude de faisabilité visant à arrêter les modalités de création d'un mécanisme complémentaire pour remédier aux brusques diminutions des recettes d'exportation des produits des pays en développement 3/. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire.

Dans la résolution 105(V) sur le commerce international des produits alimentaires, l'accent est mis sur la nécessité de prendre des mesures appropriées susceptibles d'accroître la production et de promouvoir le commerce des produits alimentaires, particulièrement entre les pays en développement.

Pour donner suite à la résolution 105(V), des efforts ont été faits en vue d'accroître la production et le commerce des produits alimentaires. En Afrique, le Plan d'action de Lagos adopté en 1980 incite les gouvernements africains à prendre les mesures nécessaires à l'échelle nationale, régionale et sous-régionale pour atteindre l'autosuffisance en matière de production et de sécurité alimentaires. Il ressort du rapport du Secrétaire général des Nations Unies à l'Assemblée générale sur le développement de la coopération économique internationale intéressant les problèmes alimentaires que les progrès enregistrés à cet égard ont été insuffisants 4/.

#### Problèmes vus sous l'angle africain

Le nombre des produits entrant dans le programme intégré pour les produits de base devrait être porté à plus de dix-huit. Un nombre limité de produits présentant un intérêt pour la région africaine, notamment les cuirs et peaux, a été identifié. Il faudrait en identifier d'autres eu égard à leur importance économique et par souci d'équité.

---

3/ TD/B/C.1/222, octobre 1981.

4/ A/37/390 du 8 septembre 1982.

Les négociations relatives aux accords et arrangements de produits ont été lentes. S'il est vrai que l'une des raisons de cette lenteur tient à la complexité des divers problèmes liés aux produits, il n'en reste pas moins qu'elle est aussi imputable à l'inertie des gouvernements. Par conséquent, il faut que les gouvernements qui prennent part aux négociations, en particulier ceux des pays développés et des pays socialistes de l'Europe de l'Est, prennent un engagement politique.

Les liquidités du deuxième compte du Fonds commun en particulier ne permettent pas de faire face à la demande établie ou potentielle des opérations. Les contributions effectivement annoncées et le mécanisme convenu de leur reconstitution sont inadéquats. Il importe donc que les contributions annoncées soient plus substantielles et qu'elles soient versées régulièrement au deuxième compte. Pour les pays donateurs, l'engagement financier peut être considéré comme partie intégrante de leur assistance globale aux pays en développement.

Les besoins que font ressortir les autres aspects du programme intégré, outre le Fonds commun, ont augmenté considérablement. Il convient de noter que pour la période de 1980 à 1985 les recettes tirées de l'exportation des 18 produits entrant dans le programme intégré selon les estimations augmenteraient en valeur nominale pour passer de 64 milliards de dollars en 1980 à 75 milliards en 1985. Si l'on prend en compte le taux d'inflation annuel prévu à l'échelle internationale qui est de 7 p. 100, l'augmentation des exportations estimée à 5,5, ne représenterait plus que -1,4 p. 100, ce qui équivaut pour 1985 à des recettes en termes réels d'un niveau inférieur à celui de 1980. La détérioration de l'économie mondiale et les faibles recettes tirées de l'exportation des produits originaires d'Afrique ont nécessité l'adoption de certaines mesures à tous les niveaux, notamment aux niveaux sous-régional, régional, interrégional et international.

En dépit de l'existence d'une forte organisation internationale de produits ou d'arrangements visant à la stabilisation des prix, il demeure toujours nécessaire de disposer d'un mécanisme propre à remédier aux brusques diminutions des recettes tirées de l'exportation des produits. Il serait utile par conséquent de créer un mécanisme intérimaire d'urgence.

Dans le secteur alimentaire, deux grands problèmes se posent. La plupart des pays de la région souffrent d'une pénurie aigüe d'aliments. Les ressources insuffisantes engagées par les organismes nationaux et internationaux pour développer le secteur agricole ont eu pour résultat un faible rendement de la production alimentaire et, partant, un faible niveau d'échanges commerciaux pour les produits. Ce fait a en outre donné lieu à un accroissement du volume des importations de produits alimentaires de ces pays avec pour conséquence un déséquilibre de la balance des paiements.

Mesures suggérées

1. Le groupe africain devrait instamment recommander à tous les Etats membres africains de ratifier l'accord relatif au Fonds commun et demander par la suite au groupe des 77 et à tous les Etats membres de la CNUCED de prendre des mesures appropriées afin d'assurer l'entrée en vigueur de l'accord précité et d'obtenir la participation sans réserve de toutes les parties concernées.
2. Le Groupe africain voudra peut-être également recommander instamment aux Etats intéressés de s'engager davantage à négocier des accords ou des arrangements relatifs à certains produits. A cette fin, le Secrétaire général de la CNUCED pourrait être autorisé à convoquer une session extraordinaire à une date convenue en vue d'obtenir le soutien politique maximum, gage de progrès tangibles.
3. En attendant que le Fonds commun devienne pleinement opérationnel, ce qui risque de prendre au moins de deux à trois ans, il est proposé que des efforts soient déployés en vue de la création, au sein du FMI ou de toute autre institution financière multilatérale compétente, d'un mécanisme intérimaire d'urgence pour remédier aux brusques diminutions des recettes d'exportation des produits.
4. Le groupe africain pourrait proposer au groupe des 77 de compléter le deuxième compte du Fonds commun par une source d'engagements financiers obligatoires et prévisibles qui viendraient s'ajouter aux contributions volontaires.
5. Il faudrait considérablement soutenir les efforts déployés pour la mise en oeuvre d'autres mesures comprises dans le programme intégré, notamment la transformation, la commercialisation, la recherche et l'indexation sur une base d'équité.
6. Le groupe africain devrait, de toute urgence :
  - a) Inviter les gouvernements africains à renforcer leur engagement politique pour stimuler la croissance du secteur alimentaire;
  - b) Prier instamment les pays africains de redoubler d'efforts dans le secteur agricole par l'adoption de mesures concrètes tendant à accroître la production d'aliments, telles que la création d'incitations idoines et attrayantes pour les agriculteurs actuels et potentiels;
  - c) Demander au public et aux organismes privés d'engager plus de ressources en vue d'accroître la production alimentaire.